

**DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT
PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR
Groupe de subdivisions des Alpes-Maritimes**
Nice Leader – Tour Hermès
64/66 route de Grenoble
06200 NICE

Nice, le 23 juin 2008

ICPE : Société SGP - Etablissement **SGP2** - Commune de **GRASSE**

Objet : Proposition d'un Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure suite à la visite d'inspection du 19 mai 2008

RAPPORT DE L'INSPECTEUR DES INSTALLATIONS CLASSEES A MONSIEUR LE PREFET DES ALPES MARITIMES

Dans le cadre d'une visite d'inspection de l'établissement du CARRE de la SOCIETE GRASSOISE DE PARFUMERIE (SGP2) à GRASSE réalisée en date du 19 mai 2008, nous avons procédé au récolement de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 11 546 du 5 décembre 1997 et de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2921 (*Installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air*).

I. Constats de non-conformité :

De notre inspection menée le 19 mai 2008, il est ressorti 3 fiches écarts :

- Fiche Ecart n°1 : Non réalisation de l'analyse de risque de prolifération de légionelles pour la tour aéroréfrigérante
- Fiche écart n°2 : mauvais entretien des abords du site
- Fiche Ecart n°3 : Absence de vérification de la conformité du matériel électrique à l'arrêté du 31 mars 1980

En application de la démarche contradictoire menée avec l'exploitant, celui-ci nous a fait part de ses réponses et engagements par courrier en date du 29 mai 2008 et par mail en date du 19 juin 2008. Seule la fiche écart n°2 a fait l'objet d'une réponse satisfaisante (travaux de débroussaillage réalisés).

II. Propositions et suites à donner :

II.1 Suites pénales :

Néant pour l'instant

II.2 Suites administratives :

Certaines non-conformités constatées lors de cette inspection sont des situations visées à l'article L. 514-1 du Code de l'Environnement. Nous avons préparé un projet d'arrêté préfectoral mettant l'exploitant en demeure de satisfaire aux conditions d'exploitation reprises par l'article 1.6.3.1 de l'arrêté préfectoral n° 11 678 du 21 décembre 1998 et au point 4.1.d) de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 dans un délai de 1 mois.

Par ailleurs, nous souhaitons recevoir la preuve lisible d'une notification datée de l'arrêté proposé à l'exploitant.

PJ 1 : lettre de conclusion de la visite d'inspection du 19 mai 2008

PROJET D'ARRETE PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

Article 1 : la société Grassoise de parfumerie, dont le siège social est situé 12 Bd Pasteur à Grasse, est mise en demeure, pour la poursuite d'exploitation de son établissement sis 43 route de la Marigarde, de se conformer aux dispositions antérieurement édictées selon détails et délais énoncés ci-après :

1.A – Arrêté préfectoral n° 11 546 du 5 décembre 1997

| | Prescription | Délai |
|-------|---|--------|
| 1.A.1 | Article 1.6.2.1. – (pour mémoire : « <i>Le matériel électrique des installations dans lesquelles une atmosphère explosible est susceptible d'apparaître, notamment en raison de la nature des substances mises en œuvre, stockées, utilisées, produites ou pouvant apparaître au cours des opérations doit être conforme aux dispositions de l'arrêté du 31 mars 1980 relatif aux installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion.</i> ») | 1 mois |

1.B - Arrêté ministériel du 13 décembre 2004 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2921

| | Prescription | Délai |
|-------|---|--------|
| 1.B.1 | Point 4.1.d) de l'annexe I - (pour mémoire: " <i>L'analyse méthodique de risques de développement des légionelles est menée sur l'installation dans ses conditions de fonctionnement normales (conduite, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien) et dans ses conditions de fonctionnement exceptionnelles (changement sur l'installation ou dans son mode d'exploitation).</i> ") | 1 mois |

Article 2 : Délais de réalisation

Les dispositions reprises aux articles énoncés ci-avant doivent être réalisées suivant les délais mentionnés à l'article 1 à compter de la notification du présent arrêté à l'exploitant.

Article 3 : Délai et voie de recours

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Nice :

- par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où la présente décision lui a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.